

Le monde aujourd'hui

Derniers titres

Pages 1 2 3 4 5 6

NOUVEAU !

A PARAÎTRE



Article à partager

Ère chrétienne ... #1

Chronologie des idéologies dans la société ...

Voici un panorama synthétique des grandes tendances idéologiques occidentales de l'ère chrétienne. Cela permettra de suivre les grandes évolutions et mieux comprendre les tendances actuelles.

1. Antiquité tardive (1er - 5e siècle)

- a. Empire romain : Monarchie impériale centralisée, citoyenneté romaine, puis déclin progressif.
- b. Christianisme naissant : D'abord marginal, va progressivement influencer les institutions et idéologies.

2. Moyen Âge (5e - 15e siècle)

- a. Société féodale
 - Royauté/Monarchie héréditaire
 - Pouvoir seigneurial local, hiérarchie féodale
 - Rôle central de l'Église (pouvoir spirituel et parfois temporel)
- b. Idéologies dominantes
 - a. Théories de la royauté de droit divin
 - b. Pensée chrétienne-scolastique (Saint Augustin, Thomas d'Aquin)

3. Renaissance et Réforme (15e - 17e siècle)

- a. Humanisme
 - Redécouverte des penseurs antiques, autonomie de la pensée individuelle
- b. Réformes religieuses
 - Protestantisme vs Catholicisme (Martin Luther, Calvin)
 - Mouvements pour la séparation entre pouvoir temporel et spirituel
- c. Début de l'absolutisme royal
 - Renforcement du pouvoir monarchique (Louis 14 ...)

4. Âge classique et siècle des lumières (17e - 18e siècle)

- a. Absolutisme monarchique
 - Justification philosophique du pouvoir royal absolu
- b. Naissance du libéralisme politique
 - Droits naturels, séparation des pouvoirs (article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen)
 - Philosophie des Lumières
 - Rationalisme, remise en question de la monarchie et de la religion (Diderot, Voltaire, Rousseau)
 - Premières formes de socialisme utopique
 - Critiques des inégalités sociales

5. Révolutions et 19e siècle (fin 18e - 1914)

- a. Révolution américaine et française
 - Déclarations des droits, démocratie représentative
- b. Montée du nationalisme
 - Naissance de l'idée d'État-nation
- c. Socialisme, marxisme, anarchisme
 - Critique du capitalisme (Marx, Engels, ...)
- d. Libéralisme économique et politique
 - Adam Smith, défense du libre-marché, individualisme

6. 20e siècle : démocraties, totalitarismes et société de masse

- a. Démocratie libérale
 - Suffrage universel progressif, droits civiques, État de droit
- b. Totalitarismes
 - Communisme (URSS), fascisme, nazisme
- c. État-providence
 - Protection sociale, intervention de l'État dans l'économie (New Deal, Trente Glorieuses)
- d. Philosophies modernes
 - Existentialisme (Sartre), structuralisme, postmodernisme (Foucault, Derrida)
- e. Mouvements sociaux nouveaux
 - Féminisme, écologisme, luttes antiracistes, droits civiques

7. 21e siècle : sociétés ouvertes et tensions modernes

- a. Démocraties pluralistes et contestations populistes
 - Montée du populisme, crises des partis traditionnels
- b. Questions identitaires
 - Multiculturalisme, débats sur la laïcité (*), post-colonialisme
- c. Nouvelles idéologies
 - Écologisme politique, cyber-politique, critiques du néolibéralisme, “wokisme”, mouvements intersectionnels
- d. Crise de la représentation
 - Méfiance envers les institutions, montée des réseaux sociaux
- e. Retour de certains autoritarismes
 - Réactions anti-libérales, nationalismes “durs”, nouvelles formes d’illibéralisme, etc.

(*) *La laïcité est un principe fondamental qui établit la séparation de l'État et des religions, garantissant la liberté de conscience (libre arbitre, croire ou ne pas croire) pour tous les citoyens, tout en assurant la neutralité de l'État et de ses services publics, qui ne favorisent ni ne financent aucune religion. Elle repose sur trois piliers : liberté de conscience, neutralité de l'État, et égalité de tous devant la loi, sans distinction religieuse.*

Synthèse explicative

1. Antiquité tardive (1er - 5e siècle)

a. Empire romain :

Durant cette période, l'Empire romain est marqué par un pouvoir centralisé entre les mains de l'Empereur. La citoyenneté romaine se généralise progressivement à l'ensemble des individus libres de l'Empire. Cependant, à partir du 3e siècle, on assiste à un déclin politique, économique et culturel, menant à la chute de l'Empire d'Occident à la fin du 5e siècle.

b. Christianisme naissant :

Apparu initialement comme un mouvement marginal au sein de l'Empire, le christianisme prend progressivement de l'ampleur. À partir du 4e siècle, il devient religion officielle, bouleversant les institutions et les mentalités et introduisant de nouvelles références idéologiques.

2. Moyen Âge (5e - 15e siècle)

a. Société féodale :

Ce système repose sur une hiérarchie très structurée : le roi, à la tête du royaume, accorde des terres à des seigneurs locaux en échange de leur fidélité. La société est organisée autour de liens personnels. L'Église occupe une place centrale, guidant à la fois la vie spirituelle et, parfois, le pouvoir politique.

b. Idéologies dominantes :

La théorie du « droit divin » de la royauté justifie le pouvoir du monarque en l'associant à la volonté de Dieu. La pensée chrétienne-scholastique, avec des penseurs comme Saint Augustin et Thomas d'Aquin, domine la réflexion intellectuelle, cherchant à concilier Foi et raison.

3. Renaissance et Réforme (15e - 17e siècle)

a. Humanisme :

Influencé par la redécouverte des textes antiques, l'humanisme valorise l'autonomie de l'individu et le développement du savoir par la raison, encourageant la pensée critique et les innovations artistiques et scientifiques.

b. Réformes religieuses :

Les contestations portées par Luther et Calvin entraînent une rupture avec l'Église catholique et la naissance du protestantisme. Ces mouvements insistent aussi sur la séparation entre pouvoir religieux et pouvoir politique.

c. Début de l'absolutisme royal :

Les rois consolident peu à peu leur autorité, mettant en place ce qu'on appellera l'absolutisme : le pouvoir monarchique y est quasiment total, comme sous Louis XIV en France.

4. Âge classique et siècle des Lumières (17e - 18e siècle)

a. Absolutisme monarchique :

La monarchie absolue s'affirme, avec une légitimité basée sur des réflexions philosophiques qui justifient le pouvoir sans partage du roi.

b. Naissance du libéralisme politique :

Les philosophes des Lumières défendent l'idée de droits naturels (liberté, égalité, propriété) et la séparation des pouvoirs. Ils contribuent à remettre en cause la monarchie et l'autorité religieuse, ouvrant la voie aux premières formes de critique sociale et à l'émergence du socialisme utopique.

5. Révolutions et 19e siècle (fin 18e - 1914)

a. Révolution américaine et française :

Ces deux grandes révolutions instaurent des principes inédits : déclaration des droits, souveraineté populaire et démocratie représentative.

b. Montée du nationalisme :

L'idée d'État-nation s'impose, centrée sur la notion d'un peuple unifié par une identité partagée.

c. Socialisme, marxisme, anarchisme :

Face aux dérives du capitalisme industriel, de nouveaux courants comme le marxisme et l'anarchisme se développent, prônant une organisation non capitaliste de la société.

d. Libéralisme économique et politique :

L'individualisme et le libre-marché sont promus, notamment par Adam Smith, qui affirme que la libre concurrence profite à tous.

6. 20e siècle : démocraties, totalitarismes, société de masse

a. Démocratie libérale :

Les démocraties accordent le suffrage universel, protègent les droits civiques et mettent en place un État de droit, garantissant l'égalité devant la loi.

b. Totalitarismes :

Des régimes totalitaires émergent : communisme en URSS, fascisme en Italie, nazisme en Allemagne, caractérisés par la dictature d'un parti unique, la répression et la propagande de masse.

c. État-providence :

Pour répondre aux besoins de la population, l'État intervient dans l'économie et met en place des protections sociales importantes (assurances, chômage, retraites...).

d. Philosophies modernes :

Des courants comme l'existentialisme (Sartre), le structuralisme et le postmodernisme (Foucault, Derrida) remettent en question les fondements de la société et de l'individu.

e. Mouvements sociaux nouveaux :

De nouveaux combats émergent : pour l'égalité des sexes (féminisme), la protection de l'environnement (écologisme) ou encore la lutte contre les discriminations raciales et pour les droits civiques.

7. 21e siècle : sociétés ouvertes et tensions modernes

a. Démocraties pluralistes et contestations populistes :

La démocratie pluraliste voit émerger de nouveaux acteurs, mais aussi une contestation croissante des partis traditionnels et la montée du populisme.

b. Questions identitaires :

Les débats sur les différentes identités (culturelles, religieuses, post-coloniales) deviennent centraux dans l'espace public et politique.

c. Nouvelles idéologies :

L'écologie politique, les critiques du néolibéralisme, la cyber-politique et de nouveaux mouvements comme l'intersectionnalité (approche sociologique et politique analysant comment différentes formes de domination telles le racisme, le sexisme, le classisme etc.) s'entrecroisent et se renforcent mutuellement ou le "wokisme" apportent des perspectives renouvelées sur les inégalités et les droits.

d. Crise de la représentation :

Une méfiance croissante à l'égard des institutions traditionnelles favorise l'essor des réseaux sociaux comme nouveaux espaces de débat et de mobilisation.

e. Retour de certains autoritarismes :

Face à ces tensions, des formes de pouvoir plus autoritaire réapparaissent : nationalismes exacerbés, limitations des droits civiques, dérives illibérales dans plusieurs pays.

Le christianisme dans l'Antiquité tardive (1er – 5e siècle)

Au début de l'Antiquité tardive, le christianisme apparaît comme une petite secte au sein du judaïsme, présente principalement en Judée et dans quelques communautés juives de l'Empire romain. Rapidement, toutefois, le message chrétien se diffuse dans tout le bassin méditerranéen grâce à l'action des apôtres, des premiers missionnaires et des réseaux de communautés locales. Durant les trois premiers siècles, les chrétiens sont souvent suspectés par l'autorité impériale : leur refus de rendre un culte aux divinités traditionnelles et à l'Empereur est perçu comme une menace pour l'unité et la stabilité de l'Empire. Cela entraîne des périodes de persécutions plus ou moins intenses, même si celles-ci restent limitées dans le temps et l'espace.

Un tournant majeur se produit au début du 4e siècle, lorsque l'Empereur Constantin se convertit au christianisme et proclame l'édit de Milan (313), qui accorde la liberté de culte à toutes les religions et met fin aux persécutions contre les chrétiens. En 380, l'Empereur Théodose fait du christianisme la religion officielle de l'Empire romain avec l'Édit de Thessalonique. Le christianisme s'impose alors progressivement dans tous les domaines : il devient le fondement spirituel et idéologique de l'Empire, l'Église acquiert des privilèges et une forte influence, et les anciennes religions sont peu à peu marginalisées ou interdites.

À la fin de la période, le christianisme structure profondément la vie sociale, culturelle et politique. Il favorise de nouveaux modes de pensée centrés sur la charité, le salut individuel et la vie de l'esprit, et prépare ainsi le passage de l'Antiquité au Moyen Âge.

Christianisme et société du Moyen Âge au 20e siècle

Moyen Âge (5e–15e siècle)

Après la chute de l'Empire romain d'Occident, l'Église chrétienne demeure la seule institution unifiée sur le continent européen. Elle joue un rôle central sur tous les plans : spirituel, culturel, social et politique. Les évêchés et abbayes transmettent le savoir, organisent la charité et encadrent la société au quotidien. L'Église définit l'enseignement, l'écriture, l'art et l'architecture (essentiellement religieuse).

Sous la papauté, le christianisme devient un facteur d'unification de l'Europe médiévale, notamment à travers la « chrétienté » : l'idée d'une communauté des croyants avec Rome comme centre spirituel. C'est aussi une période de tensions : luttes entre papes et empereurs (Querelle des Investitures), schismes, hérésies réprimées (cathares, vaudois, ...). Par ailleurs, les croisades expriment la volonté de défendre ou d'étendre la foi chrétienne hors d'Europe.

Renaissance, réforme et temps modernes (15e–18e siècle)

L'unité chrétienne vole en éclats avec la Réforme au 16e siècle. Martin Luther, puis Jean Calvin et d'autres, contestent l'Église catholique, ce qui entraîne la naissance de multiples Églises protestantes en Europe du Nord, redéfinissant les rapports entre pouvoir politique et pouvoir religieux : princes ou rois choisissent souvent eux-mêmes la confession de leur État (« cuius regio, eius religio »).

La Contre-Réforme catholique modernise à son tour la doctrine et la discipline. Dès lors, l'Europe se divise en aires confessionnelles, entre lesquels s'allument des guerres de religion (France, Pays-Bas, Empire, Angleterre). Parallèlement, les missions chrétiennes prennent leur essor dans les nouveaux territoires explorés (Amériques, Afrique, Asie), légitimant souvent la colonisation.

Aux 17e et 18e siècles, la pensée des Lumières critique l'influence de l'Église sur la science, la morale individuelle et la société, défend la tolérance religieuse et plaide pour la séparation croissante des sphères religieuse et politique.

19e siècle: sécularisation, nouveaux engagements

Le 19e siècle est marqué par une sécularisation croissante, déclin de l'influence de la religion dans la sphère publique et privée transférant les fonctions religieuses (éducation, état civil) vers les institutions laïques. Les révolutions (1789, 1848, ...), puis les républiques instaurent la laïcité et limitent l'influence institutionnelle de l'Église dans l'espace public (notamment en France). Dans certains pays, l'Église garde toutefois un rôle structurant (Espagne, Italie, Irlande, Russie, ...).

En réaction, de nombreux mouvements de renouveau voient le jour : retour aux sources évangéliques (protestantisme évangélique, réveils méthodistes), engagement dans les œuvres sociales (charité, enseignement, hôpitaux),

catholicisme social et missions. Le Vatican, avec le Concile Vatican I (1869-1870), affirme le dogme de l'infaillibilité pontificale et cherche à répondre aux défis du temps (modernité, industrialisation, socialisme, ...).

20e siècle: crise, adaptation et engagement social

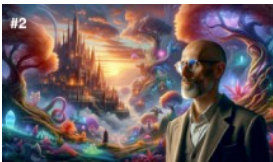
Le 20e siècle est traversé par deux tendances : d'un côté, la baisse de la pratique religieuse et de l'influence directe de l'Église sur les sociétés occidentales ; de l'autre, un fort engagement social et une redéfinition du rôle chrétien dans le monde moderne.

Après la Première Guerre mondiale, puis face aux totalitarismes, le christianisme (catholicisme comme protestantisme et orthodoxie) se repositionne en faveur de la paix, des droits de l'homme et de la dignité humaine. Le Concile Vatican II (1962-1965) modernise profondément l'Église catholique, reconnaît la liberté religieuse, encourage le dialogue avec les autres religions, réforme la liturgie et promeut l'engagement social.

Le christianisme devient ainsi un acteur important dans de nombreux débats contemporains : droits sociaux, justice, éducation, solidarité internationale, dénonciation des dictatures et des inégalités. Dans certains pays (Amérique latine, Pologne, Afrique, États-Unis...), il participe activement aux mutations sociales, politiques ou culturelles

Cette synthèse est volontairement globale pour permettre des approfondissements. La chronologie pourrait être affinée, tout comme chaque courant et tendance. Si vous souhaitez plus de détails je répondrai volontiers à vos demandes au travers de l'espace dialogue dans "le monde aujourd'hui" ou à l'adresse mail que vous aurez communiqué dans le formulaire de contact du site lecture-publique.ch.

A suivre dans le volet #2



Bien fraternellement.

Franco